

Il m'apparaît indéniable que les avantages de cet Accord pour le secteur agricole canadien l'emportent, et de loin, haut la main. De fait, l'entente négociée avec notre principal partenaire commercial autorise un accès au marché américain et elle nous ouvre des perspectives intéressantes pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Cela est rassurant puisqu'au cours des deux dernières années, les agriculteurs canadiens s'inquiétaient de plus en plus de la poussée protectionniste que nous avons chez nos voisins du Sud. Et je pense qu'il y avait une certaine unanimité que nous devions faire quelque chose. Nous devons poser des gestes concrets pour sortir du *statu quo*. Sans cet Accord sur le libre-échange, nous devons envisager la perspective d'une diminution de nos débouchés sur notre plus important marché. Le Canada obtient avec cet Accord un accès plus sûr et en franchise de droit au marché américain pour toutes nos exportations agricoles. C'est indéniablement un pas en avant.

● (1640)

Je ne comprends pas, madame la Présidente, l'espèce d'obstination qu'entretiennent nos amis à vouloir dénigrer à tout prix un tel accord. Peut-être faudrait-il plutôt en déduire que nos collègues font, comme partis d'opposition, le choix de rejeter à tout prix une politique majeure de ce gouvernement qui n'a, et je pense qu'il est important de le mentionner, rien à voir avec la partisanerie. Nous faisons face à un défi, à un défi qui va permettre à nos enfants, à la population canadienne d'entrer de plain-pied dans le XXI<sup>e</sup> siècle, madame la Présidente, et de se tenir debout et non pas de se cacher derrière les rideaux, de se tenir debout et de démontrer qu'on est en mesure, nous, de commercer avec le reste du monde, et ce sans inquiétude.

Les négociations bilatérales, faut-il le souligner, ont été menées avec brio. L'entente qui en résulte pourra passer à l'histoire comme l'un des événements les plus positifs et significatifs pour une nation commerçante comme le Canada. Cette négociation ne s'est pas faite en cachette, madame la Présidente. Il y avait de nombreux comités et sous-comités qui, tout au long des négociations, ont fait connaître à nos négociateurs la position des Canadiens sur chacun des sujets qui étaient à la table. Ce n'est pas une surprise. C'est conforme à l'attitude que ce gouvernement a eue depuis trois ans, celle de consulter les Canadiens pour lesquels nous travaillons. Et je pense que nous n'avons pas à être gênés de cela, nous avons consulté les gens. Il y avait un sous-comité qui travaillait sur l'agriculture, les gens de toutes les régions du pays, de tous les secteurs, la transformation, les producteurs, tout le monde a été consulté. Tout le monde a pu mettre son épaule à la roue pour aider les négociateurs à la table.

Il fallait avoir le courage et la vision politique nécessaires pour reconnaître que la plupart des secteurs de notre économie agricole ne pourraient survivre tout seuls sans commerce extérieur. Et puisque les États-Unis constituent—et cela de loin—notre plus important client, avec le tiers de nos exportations totales de produits agro-alimentaires, il aurait été stupide de ne pas profiter d'une opportunité en or comme celle du libre-échange. On se fait souvent par les gens de l'opposition: Laissons faire les négociations avec les Américains et allons négocier au GATT, comme s'il devait être plus facile de s'entendre avec 94 pays répartis sur tous les continents, avec des besoins, des objectifs différents, alors que nous avons un

client tout près avec lequel nous avons de grandes affinités et avec lequel nous transigeons déjà . . .

**Une voix:** Notre marché naturel!

**M. Blais:** . . . notre marché naturel tout près. Et on nous dit: Non, non, ne négociez pas, oubliez cela. Ne mettons pas, comme je l'ai entendu, tous nos oeufs dans le même panier. C'est ridicule, madame la Présidente. Nous devons à notre population et à nos producteurs canadiens la sécurité, le maintien de ce que nous avons déjà de nos acquis. Cela est important et nous le devons à nos producteurs. Et devant la montée grandissante des barrières tarifaires et non tarifaires, non seulement aux États-Unis, mais ailleurs dans le monde, ce vent de protectionnisme qui soufflait, nous devons bouger, nous devons faire quelque chose. Nous ne pouvions rester immobiles en attendant qu'à tous les six mois il nous arrive une nouvelle mesure protectionniste. Cela prend du courage et de la vision politique pour agir de cette façon-là. C'est cela un gouvernement responsable, madame la Présidente.

Je pense que nous avons enfin la possibilité de mettre un terme à certaines pratiques protectionnistes qui ont été néfastes dans le passé, qui ont perturbé le commerce et causé de graves difficultés et ce à de nombreux secteurs de notre économie, particulièrement celui de l'agriculture. Le Canada ne pouvait tout simplement plus se payer le luxe de rester dans la situation où il était.

Concernant certaines objections, madame la Présidente, comme le suggère la motion, il n'est pas question de freiner l'élan des offices nationaux de commercialisation. Le nouvel accord de libre-échange, et mon collègue d'Essex—Kent l'a mentionné tout à l'heure, n'entrave aucunement ces organismes ni du reste le système de gestion des approvisionnements qui demeure leur raison d'être. Il serait bien téméraire, madame la Présidente, de vouloir abandonner un système dont la valeur et l'efficacité sont reconnues partout à travers le monde. Plus d'une vingtaine de pays seulement l'année dernière sont venus au Canada pour voir comment notre système de commercialisation fonctionne. C'est un exemple pour le monde. Ce système de commercialisation qui a fait ses preuves ne produit aucune pression sur les surplus mondiaux dans le secteur agro-alimentaire. C'est un système basé sur la discipline.

Et, comme l'a dit ma collègue, la ministre du Commerce extérieur (M<sup>me</sup> Carney), cette semaine ou la semaine dernière concernant nos négociations avec le GATT, nous avons la vision, je pense, comme pays d'inciter nos autres partenaires commerciaux et les autres pays qui oeuvrent dans le secteur du commerce agricole de réfléchir à où nous allons actuellement avec cette guerre de trésorerie au plan international. Et je pense qu'à cause du fait d'avoir, comme deuxième pays seulement sur 94, déjà fait connaître, montré ses couleurs sur le plan international dans le secteur agricole, nous sommes déjà à l'avant-garde des pays, les gens savent où nous allons dans le secteur. Nous disons: Il faut cesser cette guerre de trésorerie. Cependant, il ne faudrait pas pour cela balayer du revers de la main le système que nous avons actuellement au Canada, lequel a fait ses preuves, et jamais nous ne le changerons à moins d'avoir quelque chose de mieux. Cela, je pense que nous le devons aux producteurs agricoles canadiens; à ces derniers